

La vallée d'Aspe, un environnement classé sacrifié pour un développement non durable

Tribune. Camille, du collectif « Stop aux camions en vallée d'Aspe », alerte sur les projets ruineux et irresponsables favorisant l'invasion des camions, la pollution et la mise en danger des riverains au détriment de l'environnement naturel dans cette région des Pyrénées.

En septembre dernier, M. de Rugy, tout fraîchement investi du ministère de l'Écologie, est arrivé en Béarn pour y confirmer la réintroduction de deux ourses en vallée d'Aspe, cet écrin de nature montagnarde classée par l'Europe zone Natura 2000 et qui accueille aussi le parc national des Pyrénées. On pourrait donc se réjouir de ce choix ministériel.

Mais la fibre écologique de notre ministre fut mise en doute. D'abord par le coût pharaonique de son déplacement avec, notamment, son arrivée en estive en hélicoptère (environ 150 000 euros au frais du contribuable !). Mais cette dépense outrancière paraît dérisoire quand M. de Rugy nous annonce, le même jour, que 90 millions d'euros sont désormais débloqués pour la déviation et le contournement de la ville d'Oloron, à l'entrée de la vallée d'Aspe. Il faut savoir que ces travaux sont inclus dans le développement d'un axe routier E7 Bordeaux-Sarragosse au service du transit international de camions passant par notre vallée.

D'un côté on vante le patrimoine naturel exceptionnel de la vallée d'Aspe avec la réintroduction d'une espèce en voie d'extinction afin de sauvegarder la biodiversité de nos montagnes, et de l'autre on favorise le développement d'un couloir à camions via l'Espagne avec des prévisions estimées à plus de 2000 poids lourds par jour. C'est de l'écologie de carte postale !

M. de Rugy ignorait-il que, le 27 août dernier (quelques jours avant sa venue), un camion-citerne transportant du chlorite de sodium chutait dans un ravin de cette précieuse et sauvage vallée d'Aspe ? Le chauffeur, coincé dans la cabine, est décédé après plus de 4 heures d'agonie, brûlé par le chlorite de sodium. Un mort de plus sur cette route RN 134 confirmant une fois de plus sa dangerosité. Sans remettre en cause la bonne volonté des secours, l'organisation et la rapidité de leur intervention peut être remise en question. A cette horreur (on ne saurait s'y habituer), s'ajoute le déversement de 24 000 litres de chlorite de sodium dans le gave d'Aspe, entraînant la destruction massive de tout l'écosystème, faune et flore, tout y est passé. 7 km de rivière ravagés ! Le chlorite ne fait pas dans le détail. S'en est suivie une interdiction préfectorale de toute activité aquatique sur près de 50 km, déclenchant la colère et la mobilisation de la population locale, aspoise et oloronaise, des associations halieutiques, des centres nautiques et de la Sepansa (1) qui, immédiatement porte plainte contre l'État.

Et des accidents, il y en aura de plus en plus. Inutile d'être mathématicien, toutes les conditions sont réunies : géographie montagnarde très encaissée, route de montagne étroite et sinueuse, conduite à risque des chauffeurs (vitesse excessive, carences de repos, non-respect du code de la route) alors que la moitié d'entre eux transportent des matières

dangereuses ! On note aussi l'absence de contrôles réguliers des camions et une augmentation massive du transit.

En effet depuis début janvier, l'ouverture de l'écotaxe sur le péage d'Hendaye, au Pays basque, a provoqué l'afflux des 44 tonnes dans notre belle vallée avec plus de 700 camions par jour cet été, soit 23 % d'augmentation en à peine sept mois ! Cela n'est plus possible ! Il y a là une réelle mise en danger des chauffeurs de poids-lourds, de la population locale et de son environnement. Combien faudra-t-il de morts et de kilomètres de rivière ravagés pour que l'on prenne conscience que ce projet ne peut qu'entraîner la destruction de cet espace montagnard protégé ?

Nous ne sommes pas les seules victimes en France de ces grands projets inutiles et imposés (GPII, comme dans la vallée de la Maurienne, la vallée de l'Arce, le grand contournement de Strasbourg, la vallée de la Roya, la vallée d'Aure, le pays de Gascogne). Tous ces projets sont ruineux et irresponsables, favorisant l'invasion des camions, la pollution et la mise en danger des riverains au détriment de l'environnement naturel. Nous connaissons, malheureusement, l'expérience de certaine vallée où, déjà, le mal est fait. Lors d'un entretien avec notre collectif ce mois d'octobre, le chef de cabinet de la ministre des Transports reconnaissait lui-même que « oui il y a un problème de dominance du transport routier en France ». Alors, qu'attendez-vous pour résoudre ce problème ? L'État a, faut-il le rappeler, la responsabilité de notre sécurité et de la préservation de notre environnement.

Car il y a bien sûr une solution. Voici bientôt trente ans que les associations de défense de l'environnement et du développement durable vous la crient à l'oreille : « Il n'y a pas d'autre solution écologique et sécuritaire en dehors du fret par rail et du ferroutage ! » Le ferroutage est actuellement utilisé essentiellement pour le passage d'obstacles naturels, montagnes ou bras de mer (le Shuttle du tunnel sous la Manche), mais il existe des projets de ferroutage de longue distance destinés à réduire la pollution et désengorger les autoroutes. Le ferroutage est largement répandu en Europe pour les longues distances entre Allemagne au nord et l'Italie au sud, particulièrement lors du transit des poids-lourds à travers la Suisse. Le ferroutage s'inscrit dans une vraie politique écologique de développement durable en milieu montagnard, pléthore d'études l'ont déjà démontré.

Alors pourquoi s'y opposer systématiquement et s'embourber dans le « tout routier » ? Parce que les gouvernements successifs préfèrent toujours satisfaire les exigences des lobbys routiers méprisant une économie raisonnée soucieuse de l'environnement. Depuis plus de vingt ans, le BAP (Béarn Adour Pyrénées) fait le jeu des lobbys du transport, avec l'argent public, bien évidemment. En soutenant l'axe E7 (création du tunnel du Somport, déviations imposées des villages), ils n'ont fait qu'accroître massivement le débit du trafic routier et l'exaspération des habitants de la vallée et du piémont. Et soudainement, le BAP est pris de compassion pour des riverains de la RN 134 excédés par les nuisances du trafic ! Il a belle mine, le BAP ! De surcroît, le BAP déclare publiquement que le ferroutage n'est pas réalisable ? Mensonge ! La Suisse l'a fait avec des contraintes géographiques et de pentes bien supérieures celles de la vallée d'Aspe et plusieurs études européennes prouvent, sa faisabilité. Encore une autre façon de nous vendre du camion ! Cette politique de développement est archaïque, vide de toute préoccupation écologique. Elle est aussi

fallacieuse en utilisant l'argent public pour engraisser les entreprises privées et en appauvrissant l'économie locale. Elle tue dans l'œuf toute possibilité de participer activement à l'urgence de la transition écologique.

Que nous le voulions ou non, l'avenir appartient à la transition écologique et au développement durable, en vallée d'Aspe comme ailleurs. De nombreuses solutions ont déjà été mises en place et le ferroutage en fait partie. Le génie humain n'a pas de limite et saura bien résoudre les défis de cette urgence climatique. Encore faut-il utiliser et orienter la fiscalité à bon escient. Jusqu'ici, nous avons eu la chance, en vallée d'Aspe, de pouvoir vivre dans un environnement préservé de la pollution. Ce prétendu retard de développement apparaît aujourd'hui comme un atout majeur pour la transition écologique et plus de 80 % de la population locale, très liée à cet environnement, y est favorable. Alors, avant de résoudre ce problème mondial, commençons déjà par ne pas l'aggraver et préservons ce qui est sain.

Sur ce, je vous laisse, je vais rejoindre le collectif. Nous avons des camions à bloquer et une vallée classée à préserver.

(1) Fédération des sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest, branche régionale de France Environnement.



par [Camille \(collectif « Stop aux camions en vallée d'Aspe »\)](#)

publié le 21 décembre 2018

[Transports Écologie Montagne](#)

photo : JEAN DANIEL SUDRES / AURIMAGES / JEAN DANIEL SUDRES / AURIMAGES